

## **Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)**

**Prestation de service de laverie au profit de l'institut Cochin – Unité 1016 de l'Inserm**

Marché de prestation de service, passé selon les dispositions des articles R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique : Procédure formalisée, appel d'offres ouvert

**Inserm – Délégation Régionale Paris IDF Centre Nord  
Immeuble KADENCE  
86, rue Regnault  
CS 81471  
75640 Paris Cedex 13**

Ce CCP est constitué de 19 pages

## Table des matières

<b>ARTICLE 1. ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR) .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE .....</b>	<b>4</b>
2.1 OBJET .....	4
2.2 CODE NOMENCLATURE CONCERNE.....	4
2.3 FORME .....	4
2.4 ALLOTISSEMENT.....	4
2.5 TRANCHES .....	4
2.6 VARIANTES .....	4
2.7 MONTANT ANNUEL DU MARCHE .....	4
2.8 DUREE DU MARCHE .....	4
2.9 PRESTATIONS SIMILAIRES .....	5
<b>ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4. LIEU D'EXECUTION .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5. DEFINITION DE LA PRESTATION ATTENDUE.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6. PROFIL DU PERSONNEL DEPLOYE .....</b>	<b>6</b>
6.1. SAVOIR-FAIRE ET COMPETENCES.....	7
6.2 QUALITES PROFESSIONNELLES REQUISES .....	7
<b>ARTICLE 7. PERSONNELS DU TITULAIRE MOBILISES POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS DE SERVICES SCIENTIFIQUES AU PROFIT DE L'INSERM .....</b>	<b>7</b>
7.1 PROFIL DES PERSONNELS DU TITULAIRE MOBILISES POUR LA REALISATION DE LA PRESTATION .....	7
7.2 PREROGATIVES ET CONDITIONS GENERALES DU TITULAIRE A L'EGARD DE SES PERSONNELS.....	8
7.3 REMPLACEMENT DES PERSONNELS.....	8
7.4 RESPECT DES DISPOSITIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES.....	9
7.4.1 Sous-traitance.....	9
7.4.2 Respect des dispositions du code du travail .....	9
<b>ARTICLE 8. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>9</b>
8.1 REPRESENTANT DE L'INSERM.....	9
8.2 REPRESENTANT DU TITULAIRE.....	9
<b>ARTICLE 9. OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....</b>	<b>9</b>
9.1 OBLIGATION DE CONSEIL.....	9
9.2 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....	10
9.3 OBLIGATIONS D'INFORMATION DE MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE .....	10
<b>ARTICLE 10. PROPRIETE INTELLECTUELLE .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 11. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 12. REGIME FINANCIER .....</b>	<b>11</b>
12.1 PRIX .....	11
12.1.1 Fixation du prix .....	11
12.1.2 Evolution du prix.....	11
12.1.3 Augmentation annuelle .....	12
12.1.4 Clause de réexamen.....	12
12.1.5 Taxes.....	12
12.2. AVANCES.....	12
12.2.1 Principe de versement d'une avance .....	12
12.2.2 Taux de l'avance .....	12
12.2.3 Modalités de versement de l'avance .....	13

<b>ARTICLE 13.</b>	<b>MODALITES DE FACTURATION .....</b>	<b>13</b>
13.1.	ACOMPTE .....	13
13.2	PERIODICITE D'ENVOI DES FACTURES .....	13
13.3.	TENEUR DES FACTURES – MODALITES DE PAIEMENT.....	13
<b>ARTICLE 14.</b>	<b>MODALITES DE REGLEMENT.....</b>	<b>14</b>
14.1.	DELAÏ GLOBAL DE PAIEMENT .....	14
14.2.	ORDONNATEUR ET COMPTABLE ASSIGNATAIRE .....	15
<b>ARTICLE 15.</b>	<b>MODIFICATIONS.....</b>	<b>15</b>
15.1	MODIFICATION DU MARCHE .....	15
15.2	MODIFICATIONS MINEURES RELATIVES AU TITULAIRE.....	15
15.3	CHANGEMENT DE TITULAIRE .....	15
<b>ARTICLE 16.</b>	<b>MESURES PRISES EN FAVEUR DE LA PROTECTION ET DE LA VALORISATION DE L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>16</b>
16.1	MESURES RELATIVES AUX DEPLACEMENTS .....	16
16.2	MESURES RELATIVES AUX ECOGESTES .....	16
<b>ARTICLE 17.</b>	<b>PENALITES ET DEFAILLANCE .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 18.</b>	<b>SOUS-TRAITANT .....</b>	<b>17</b>
18.1	PROCEDURE D'AGREMENT .....	17
18.2	MODALITES DE PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	18
<b>ARTICLE 19.</b>	<b>RESPONSABILITE CIVILE.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 20.</b>	<b>CONDITIONS DE RESILIATION .....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 21.</b>	<b>DIFFERENDS – LITIGES .....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 22.</b>	<b>DEROGATIONS .....</b>	<b>20</b>

## **ARTICLE 1. ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR)**

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (Inserm)

Délégation Régionale Paris-IDF Centre Nord  
Immeuble KADENCE  
86, rue Regnault CS 81471  
75640 Paris cedex 13

Représenté par Madame Claire de MARGUERYE, Déléguée Régionale

## **ARTICLE 2. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE**

### **2.1 Objet**

Le présent marché a pour objet des prestations de services de laverie au profit du service général de laverie de l'Institut Cochin – unité 1016 de l'Inserm.

### **2.2 Code nomenclature concerné**

Le numéro de référence de la nomenclature en vigueur à l'Inserm est le suivant :

LD.33	AUTRES SERVICES MEDICAUX
-------	--------------------------

Le numéro de la nomenclature européenne concernée (CPV) est le suivant :

73111000	Services de laboratoire de recherche
----------	--------------------------------------

### **2.3 Forme**

Procédure formalisée, appel d'offres ouvert, conformément aux articles R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Le présent marché est un marché à prix global forfaitaire.

### **2.4 Allotissement**

Le présent marché n'est pas alloti en raison de la nature de la prestation de service et de sa technicité qui ne permet pas des prestations distinctes.

### **2.5 Tranches**

Le présent marché ne comporte pas de tranches.

### **2.6 Variantes**

Le présent marché ne fera pas l'objet de variantes.

### **2.7 Montant annuel du marché**

Le montant annuel du marché figure dans l'annexe financière (DPGF) de l'acte d'engagement (AE) du présent marché.

### **2.8 Durée du marché**

Le marché est conclu pour une durée de un (1) an à compter de la date de début d'exécution prévu dans l'ordre de service, reconductible trois (3) fois par période de 12 mois par tacite reconduction, sans toutefois excéder une durée totale de quatre ans.

La reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

En cas de non reconduction du marché, la personne responsable des marchés en informe le titulaire par écrit TROIS MOIS (3) avant la fin de la période d'exécution en cours.

La décision de non reconduction est notifiée par courrier recommandé avec demande d'avis de réception.

Par dérogation à l'article 13 du CCAG-FCS, la date de notification n'emporte pas la date du début d'exécution des prestations.

## **2.9 Prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier, avec le Titulaire, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, un marché de prestations similaires en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

### **ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité décroissant ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe financière (DPGF) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services CCAG/FSC), approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre du Titulaire incluant son mémoire technique **basé sur le cadre de réponse technique** fourni dans les documents de la consultation.

**Toute disposition figurant dans les documents fournis par le Titulaire, y compris les conditions générales de ventes du Titulaire et contraire aux clauses de l'Acte d'Engagement, du présent CCP et du CCAG cités ci-dessus est réputée non écrite.**

**En cas de contradiction entre le CCP et le CCAG cités ci-dessus, le CCP prévaut pour l'obligation en cause.**

### **ARTICLE 4. LIEU D'EXECUTION**

Institut Cochin 22 rue Méchain, 75014 Paris.

Descriptif des locaux :

L'Institut Cochin est un centre de recherche biomédicale placé sous la triple tutelle de l'INSERM, du CNRS et de l'Université Paris Cité, situé sur le site de l'hôpital Cochin-Port Royal (Paris 14ème) et réparti sur 4 bâtiments. L'Institut Cochin est composé environ de 650 personnes réparties dans 33 équipes de recherche, 10 plateformes technologiques et des services support à la recherche.

Au sein de l'Institut Cochin, le service général de laverie est présent dans chaque bâtiment. Il offre un service de support aux équipes de recherche et aux plateformes technologiques à travers deux missions principales : 1/ l'entretien et la stérilisation du matériel de laboratoire et 2/ la préparation de milieux destinés à des expériences de bactériologie et de solutions destinées à des expériences de biologie moléculaire et de biochimie.

## **ARTICLE 5. DEFINITION DE LA PRESTATION ATTENDUE**

### Quantification de la prestation

Prestation les lundis, mardis, jeudis et vendredis.

Une tournée minimum et deux tournées maximum de ramassage de la vaisselle et des instruments seront réalisées chaque jour travaillé dans les laboratoires d'un bâtiment. Une tournée minimum et deux tournées maximum de rendu de la vaisselle, des instruments et consommables seront réalisées chaque jour travaillé dans les laboratoires d'un bâtiment.

En fonction de la vaisselle et des instruments récupérés, restant sauves l'utilisation écologique rationnelle des machines à laver, deux à trois cycles de machines à laver pourront être réalisés chaque jour travaillé.

En fonction de la vaisselle, des instruments et consommables à stériliser, ainsi que les produits liquides (eau, milieux, tampons) à stériliser, restant sauves l'utilisation écologique rationnelle des appareils sous pression à vapeur (autoclaves), deux à trois cycles d'autoclaves pourront être réalisés chaque jour travaillé.

Le ramassage et la délivrance de vêtements de travail seront effectués une fois par semaine par le bâtiment.

La délivrance des solvants et produits chimiques de base sera effectuée une fois par semaine par bâtiment.

### Missions

Les missions à effectuer dans le cadre du présent marché sont les suivantes :

1. récupérer les instruments et la verrerie usuelle dans les laboratoires occupés par les équipes de recherche et plateformes technologiques, nettoyer ce matériel et le stériliser puis le ranger soit dans des armoires communes si le matériel est en partage en prenant garde à sa répartition homogène soit aux équipes de recherche si le matériel leur est propre,
2. veiller à l'intégrité du matériel récupéré et rendu, éliminer si nécessaire la verrerie abimée, tenir un registre du matériel éliminé,
3. fournir en eau et en matériel stériles les équipes de recherche, plateformes technologiques ainsi que des laboratoires de confinement sans avoir à manipuler dans ces derniers,
4. préparer, en soutien aux personnels titulaires du service, des milieux de bactériologie et des tampons de biochimie et de biologie moléculaire,
5. préparer, stériliser et distribuer aux équipes des consommables et matériels de laboratoire,
6. d'assurer la gestion des vêtements de travail : récupérer les blouses de laboratoire usagées et en donner des propres, de tenir le registre des envois à la société en charge du nettoyage des vêtements de travail,
7. Assurer la distribution des solvants, acides et bases communs, tenir un descriptif des produits distribués,
8. distribuer aux équipes des produits de nettoyage (sopalin, savons, éponges, liquide vaisselle...) et gérer les stocks des consommables distribués,
9. entretenir et effectuer la maintenance de premier niveau des appareils utilisés,
10. tenir les pièces de laverie dans un état de propreté compatible avec son activité.
11. Rendre compte du travail fait et participer aux réunions communes du service.

## **ARTICLE 6. PROFIL DU PERSONNEL DEPLOYE**

## 6.1. Formation et compétences

Le personnel retenu aura pour formation et compétences :

1. il doit savoir lire, écrire et compter. Il doit parler couramment français,
2. il devra impérativement être en possession d'une habilitation à utiliser les appareils à vapeur sous pression (autoclaves) et donc connaître les règles de stérilisation,
3. il devra avoir des connaissances minimales en chimie pour préparer les milieux de bactériologie et de biochimie,
4. il devra savoir travailler en conditions stériles
5. des connaissances de base sur les risques biologiques et chimiques,
6. il devra être capable de transmettre des informations, de rendre compte, de travailler en équipe et de manière autonome.

En cas de constatation par l'Institut Cochin de l'attribution sur site d'un agent non formé, le titulaire sera mis en demeure de prouver les formations reçues. En cas de défaut de formation prouvé le titulaire s'expose aux pénalités prévues à l'article 17 du présent CCP jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée (remplacement de l'agent ou formation complémentaire).

## 6.2 Conditions de travail

- 1 L'agent travaillera 4 jours ouvrés (lundi, mardi, jeudi, vendredi) au cours de la semaine.
2. Les temps de congé de l'agent seront gérés par la société qui l'emploie, néanmoins ils devront être notifiés préalablement et dans un délai raisonnable au responsable du service. Durant les congés et absences (supérieures à 2 jours) de l'agent principal, la société attribuera à l'Institut Cochin un agent secondaire pour assurer une continuité de service. Les conditions de travail de cet agent secondaire au service de laverie de l'Institut Cochin seront identiques à celles de l'agent principal.
3. L'agent ne travaillera pas en laboratoire de confinement en condition isolée mais pourra travailler seul dans un laboratoire de laverie.
4. Il ne travaillera ni en horaires décalés ni durant les week-end et jours fériés. La plage horaire de travail de l'agent sera incluse dans la période : 8h30h – 18h.
5. Le service de laverie de l'Institut Cochin étant réparti sur 4 bâtiments, mais n'étant qu'un service unique, l'agent recruté ne sera pas affecté à un bâtiment particulier mais sera appelé – en fonction des nécessités du service – à travailler dans chacun des bâtiments.
6. L'agent ne manipulera pas de produits biologiques ou chimiques issus des expériences menées dans les équipes de recherche qu'il fréquentera. Il n'aura pas la gestion des déchets issus des expérimentations menées dans les équipes de recherche.  
Les produits chimiques qu'il aura à manipuler seront ceux en lien avec son activité dans la laverie : produits pour les machines à laver, sel régénérant pour les adoucisseurs d'eau, et composants nécessaires à la préparation de milieux et tampons destinés à la bactériologie et à la biologie moléculaire/biochimie.
7. Si l'agent doit effectuer de la manutention, elle aura un caractère ponctuel. Il n'est pas envisagé de manutention et de port de charges lourdes. Les charges maximales éventuellement à manipuler sont des sacs contenant du sel régénérant d'une masse de 10kg.
8. Il sera fourni à l'agent les moyens de protection individuelle nécessaires à ses activités (blouse, gants, gants de protection à la chaleur, etc.).
9. En cas d'arrêt maladie, la société qui emploie l'agent attribuera à l'institut Cochin un agent secondaire pour assurer une continuité de service.

## ARTICLE 7. PERSONNELS DU TITULAIRE MOBILISES POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS DE SERVICES SCIENTIFIQUES AU PROFIT DE L'INSERM

### 7.1 Profil des personnels du Titulaire mobilisés pour la réalisation de la prestation

Le Titulaire s'engage à mobiliser des personnels, parmi ses salariés, disposant des compétences nécessaires et suffisantes pour permettre la réalisation de la prestation requise conformément

aux termes du marché.

Ces stipulations sont applicables tant aux personnels décrits dans l'offre du Titulaire qu'aux personnels assurant des remplacements tels que mentionnés ci-après ou à ceux que le Titulaire serait amené à mobiliser par le biais d'intermédiaires pour la réalisation de la-dite activité.

Par ailleurs, le Titulaire certifie qu'il n'a pas organisé un dispositif qui contreviendrait aux dispositions des lois 2005-843 du 26 juillet 2005 et n°2012-347 du 12 mars 2012, qui aurait pour objectif de contourner les dispositions légales ci-avant mentionnées ou qui pourrait avoir pour effet de remettre en cause la réalité du lien contractuel entre le Titulaire et le personnel mobilisé.

En conséquence, le Titulaire s'engage à ne mobiliser que des personnels remplissant, au cours des six mois précédant la date de début d'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché, les conditions cumulatives suivantes :

- *Ne pas avoir été salarié de l'Inserm, quels que soient la nature juridique de l'acte d'engagement, l'emploi occupé et son lieu d'exercice :*
- *Ne pas avoir exercé son activité en qualité de salarié, quel qu'ait été son employeur, au sein de la formation recherche, dans laquelle les prestations faisant l'objet du présent marché trouvent à s'exécuter.*

Pour chacun de ses personnels, initiaux ou remplaçants, et préalablement à leur mobilisation pour réaliser la prestation, le Titulaire apporte à l'Inserm la preuve par tout moyen (éléments du dossier déposé dans le cadre de la procédure, CV des personnes proposées, attestation...) que ces conditions sont satisfaites. A défaut, il s'expose à la résiliation par l'Inserm du présent marché dans les conditions prévues au premier alinéa du 7.4 du présent article.

Pendant toute la durée d'exécution de la prestation, l'Inserm se réserve le droit de récuser, pour des raisons motivées, les personnels mis à la disposition de l'Inserm par le Titulaire.

## **7.2 Prerogatives et conditions générales du Titulaire à l'égard de ses personnels**

Le Titulaire conserve, à l'égard du personnel qu'il affecte à l'exécution des prestations objet du présent marché, la qualité d'employeur. Il assume l'ensemble des obligations qui en découlent et exerce toutes les prerogatives attachées à cette qualité, notamment le pouvoir hiérarchique, le pouvoir disciplinaire, l'octroi et la gestion des congés de toute nature, la surveillance médicale et la prise en charge des formations nécessaires à la bonne exécution des prestations faisant l'objet du présent marché.

L'Inserm ne peut donner des ordres directement au personnel du Titulaire. Toute demande doit transiter par le correspondant permanent du Titulaire qui doit être présent auprès de la personne référente de la formation de recherche selon une périodicité définie dans le contrat.

Le Titulaire s'engage à faire observer par son personnel le règlement intérieur, ainsi que les règles d'hygiène, de sécurité et de confidentialité en vigueur au sein de la formation de recherche dans laquelle les prestations faisant l'objet du présent marché trouvent à s'exécuter.

## **7.3 Remplacement des personnels**

Le Titulaire décrit dans son offre le nombre de personnels qu'il se propose de mettre à disposition du client pour mener à bien les prestations objet du présent marché. Ce personnel demeure à effectif constant, à charge pour le Titulaire de pourvoir au remplacement des absents.

En cas de remplacements d'un ou plusieurs personnels dont le profil est mentionné dans sa réponse, le Titulaire en avertit le client au moins trois semaines à l'avance par tout moyen lui permettant de s'assurer de la bonne réception de cette information. Le Titulaire présente alors le ou les profils des nouveaux intervenants pressentis. En cas d'urgence, (remplacement dû à une absence imprévisible), ce délai est réduit à trois jours ouvrables.



Quels que soient le motif et la partie à l'initiative du remplacement, le personnel remplaçant dispose d'un niveau de qualification au moins équivalent à celui du personnel intervenant habituellement.

Le remplaçant proposé est considéré comme accepté si le client ne le récusé pas, de façon motivée, dans un délai de huit jours calendaires à compter de la réception de la communication mentionnée au deuxième alinéa du présent paragraphe. Ce délai de réponse est ramené à 48h ouvrables en cas d'urgence.

En cas de récusation, le Titulaire dispose à nouveau de cinq jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer la personne responsable de l'exécution du marché.

Le remplacement de personnel ne modifie pas les échéances prévues par le présent marché et la date de référence servant au calcul des pénalités.

#### **7.4 Respect des dispositions légales et réglementaires**

Par dérogation à l'article 41 du CCAG/FCS, le non-respect des obligations de l'article 7.1 et de celles rappelées ci-dessous entraîne, de plein droit et sans que le Titulaire puisse prétendre au versement d'indemnité, la résiliation du présent marché.

##### **7.4.1 Sous-traitance**

La sous-traitance ne peut être exécutée que conformément aux dispositions de la loi n°75- 1334 du 31 décembre 1975 modifiée, rappelées à l'article 3.6 du CCAG/FCS.

##### **7.4.2 Respect des dispositions du code du travail**

L'ensemble des prestations que le Titulaire réalise ou sous-traite sont effectuées conformément aux dispositions du code du travail, relatives notamment :

- au travail illégal
- à l'hygiène et à la sécurité
- à l'utilisation de la main d'œuvre étrangère

### **ARTICLE 8. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### **8.1 Représentant de l'INSERM**

Conformément à l'article 3.3 du CCAG/FCS, dès la notification du marché le Représentant de l'Inserm désigne une personne habilitée à le représenter auprès du Titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'Inserm en cours d'exécution du marché. L'Inserm notifie toute modification de l'interlocuteur au Titulaire.

#### **8.2 Représentant du Titulaire**

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG/FCS, dès la notification du marché, le Titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'Inserm, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire en cours d'exécution du marché.

### **ARTICLE 9. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

#### **9.1 Obligation de conseil**

Le Titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations du marché. Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas cette

obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

## **9.2 Obligation de confidentialité**

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder strictement confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, incluant les données nécessaires à la réalisation de la prestation et fournies par l'Inserm, qu'il aura reçu de la part de l'Inserm ou dont il pourra avoir connaissance pendant l'exécution de la prestation, y compris les résultats qui seront issus de la prestation, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'Inserm, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG/FCS, le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, bien qu'ils n'aient pas été signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Les agents du Titulaire qui auront participé à l'exécution du présent marché seront tenus au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements, documents, résultats, qu'ils auront pu recueillir au cours de leurs travaux, dans la mesure où l'Inserm n'aura pas admis de dérogation d'une manière expresse.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à faire connaître à l'Inserm les sources des études et recherches qu'il pourrait éventuellement être conduit à utiliser.

Aucune photo ne pourra être prise, sur le lieu de travail du Titulaire, sans autorisation préalable du responsable du service.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution des contrats, en s'assurant du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

## **9.3 Obligations d'information de modifications affectant le Titulaire**

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG/FCS le Titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'Inserm avec présentation de pièces justificatives, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

et généralement toutes les modifications importantes qui se rapportent au fonctionnement de l'entreprise.

## **9.4 Obligations réglementaires**

Le Titulaire est tenu de produire les pièces mentionnées à l'article [D8222-5](#) ou [D8222-7](#) du Code du travail tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

La fourniture de ces pièces peut s'effectuer de manière dématérialisée sur la plate-forme gratuite <http://www.e-attestations.com/fr/>.

**ARTICLE 10. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

L'Inserm conserve la maîtrise de toutes les publications ou communications qui pourront être issues de la prestation.

Le présent marché n'a pas pour objet d'octroyer au Titulaire un quelconque droit sur les informations reçues de la part de l'Inserm ou dont il pourra avoir connaissance pendant l'exécution de la prestation, incluant les données nécessaires à la réalisation de la prestation.

En application du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, le Titulaire cède à l'Inserm, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférente aux résultats permettant à l'Inserm de les utiliser et les exploiter librement, y compris à des fins commerciales, dans le respect des droits des tiers.

Après l'échéance ou la résiliation de la prestation, le Titulaire cessera toute utilisation desdites informations, données et résultats et s'engage à détruire les éventuels documents y afférents restant en sa possession.

**ARTICLE 11. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

La vérification et l'admission des prestations est effectuée dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation aux dispositions de l'article 27.3 du CCAG-FCS, les opérations de vérification quantitatives et qualitatives peuvent s'effectuer en l'absence du Titulaire du marché ou de son représentant.

La personne habilitée à procéder aux opérations de vérification et d'admission est la déléguée régionale ou son représentant.

**ARTICLE 12. REGIME FINANCIER****12.1 Prix****12.1.1 Fixation du prix**

Le présent marché est conclu en Euros.

Le prix HT forfaitaire des services objets du présent marché figure sur l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement (AE).

Le prix du marché est réputé comprendre toutes sujétions (salaires, heures supplémentaires, majoration pour intervention les jours fériés et de nuit, prime de panier et d'habillement, matériel, charges sociales et fiscales, frais généraux, bénéfices...) nécessaires à la réalisation complète des prestations.

**12.1.2 Evolution du prix**

Le prix déterminé dans les conditions de l'article 12.1.1. est ajusté, à la hausse ou à la baisse annuellement par référence à l'évolution du tarif public du Titulaire à la date anniversaire du présent marché.

L'ajustement du prix est réglé comme suit :

La demande d'ajustement du Titulaire doit parvenir à l'Inserm au minimum trois mois avant la date anniversaire du marché, par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée au service Achat de la Délégation Régionale Inserm IDF Centre Nord et par mail au Service Achat à l'adresse suivante : [achats.dr-idfcn@inserm.fr](mailto:achats.dr-idfcn@inserm.fr)

A défaut de transmission, dans les délais, de la demande de révision des prix, le marché s'exécutera dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour l'ajustement et sans que le prestataire ne puisse formuler aucune réclamation.

L'Inserm dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception des nouveaux tarifs pour faire part au Titulaire, par lettre recommandée de son éventuel désaccord.

Si l'Inserm ne manifeste pas d'opposition à la mise en application des nouveaux prix, leur application sera donc effective à compter de la date anniversaire du marché.

### **12.1.3 Augmentation annuelle**

L'Inserm se réserve la possibilité, par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS, de résilier sans indemnité le présent marché après un préavis d'un mois, en cas d'augmentation annuelle du marché, résultant d'une augmentation du prix, supérieure à 2%.

### **12.1.4 Clause de réexamen**

Si la demande de révision du prix dépasse de plus de 2% le prix précédemment appliqué, le Titulaire est tenu de communiquer deux mois avant la date anniversaire du marché, au pouvoir adjudicateur d'une part un mémoire justifiant sa demande et d'autre part tout document probant attestant de la réalité et l'étendue des surcoûts supportés notamment des pièces justificatives comptables, les factures.

Suite à cette demande, le pouvoir adjudicateur et le Titulaire s'engagent à s'entretenir pour discuter de la demande de révision du prix, qui pourrait faire l'objet de négociation.

Si les éléments fournis n'attestent pas l'étendue et la réalité des surcoûts supportés par le Titulaire, le pouvoir adjudicateur peut rejeter la demande du Titulaire.

En cas d'accord, la demande de révision est acceptée et prend la forme d'un avenant.

### **12.1.5 Taxes**

La T.V.A applicable est celle en vigueur à la date d'émission de la facture trimestrielle.

## **12.2. Avances**

### **12.2.1 Principe de versement d'une avance**

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, sauf renonciation du Titulaire, une avance lui est accordée lorsque le montant du marché est supérieur à 50.000 euros HT et sa durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Le Titulaire indique dans l'acte d'engagement (AE) s'il souhaite conserver le bénéfice de l'avance ou y renoncer.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Conformément à l'article L.2191-3 du code de la commande publique, les clauses du marché relatives au taux et aux conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiées en cours d'exécution.

### **12.2.2 Taux de l'avance**

C'est l'option B de l'article 11.1 du CCAG qui est retenue.

Le taux de l'avance est porté à **10%**.

- Pour les marchés d'une durée inférieure ou égale à 12 mois le montant de l'avance est calculé par la formule suivante :

$\text{Avance} = \text{montant du marché TTC} * \text{taux de l'avance}$
--

- Pour les marchés d'une durée supérieure à 12 mois le montant de l'avance est calculé par la formule suivante :

$\text{Avance} = \text{montant du marché TTC} * \text{taux de l'avance} * 12 / \text{durée du marché en mois.}$
---

### 12.2.3 Modalités de versement de l'avance

Le règlement de l'avance interviendra dans les 30 jours à compter de la date de notification du marché.

Le remboursement de l'avance s'effectue conformément aux dispositions des articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique.

## ARTICLE 13. MODALITES DE FACTURATION

### 13.1. Acomptes

En application de l'article L. 2191-4 du Code de la commande publique, les prestations donnent lieu à des versements à titre d'acomptes dans les conditions prévues par voie réglementaire, dès lors que les prestations ont commencé à être exécutées.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité des versements ne peut excéder trois mois conformément à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique. Ce délai est ramené à un mois si le Titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

### 13.2 Périodicité d'envoi des factures

Le Titulaire envoie à l'Inserm DR PARIS IDF CENTRE NORD une facture trimestrielle. Les factures sont remises au début de chaque trimestre, pour les prestations effectuées le trimestre précédent.

### 13.3. Teneur des factures – modalités de paiement

Les modalités de financement sont les suivantes : l'Inserm DR PARIS IDF CENTRE NORD se libérera des sommes dues par mandatement effectué sur des crédits inscrits au budget.

Les prestations sont facturées à la fin de chaque trimestre, à terme échu, sur présentation de la facture.

Pour le paiement de ses prestations, le Titulaire adresse une facture correspondant aux prestations fournies, libellée à :

**INSERM - Délégation Régionale PARIS IDF CENTRE NORD, Immeuble Kadence, 86 rue Regnault, CS 81471 75640 PARIS Cedex 13**

Chaque facture devra comprendre, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

- la référence du marché

- le nom et l'adresse complète de l'entité Inserm destinataire de la prestation
- la période d'intervention
- le montant hors taxes
- le taux ou le montant de la TVA
- le montant toutes taxes comprises
- le numéro du compte bancaire ou postal, tel qu'il est joint à l'acte d'engagement

Les sommes dues en exécution du présent marché seront payées en euro par virement, sur présentation des factures.

Les factures ne présentant pas toutes les mentions ci-dessus seront retournées au Titulaire pour rectification. Cet envoi interrompra le délai de paiement jusqu'à l'arrivée d'un nouveau document complet.

Conformément à la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises et aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et D2192-1, D2192-2 et R2192-3 du Code de la commande publique, l'ensemble des demandes de paiement seront transmises obligatoirement par le Titulaire via le portail Chorus Pro : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>

Le Bon de commande précisera les éléments nécessaires à la soumission de factures sur le portail comme détaillé ci-dessous :

- Le numéro de Siret : Identifiant de la délégation Inserm Paris IDF Centre Nord : **18003604802425**
- Le code service : permet d'identifier le service concerné par la facture : **HU1016**
- Le numéro d'engagement : **Numéro de bon de commande à 10 chiffres commençant par le millésime**

<https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/portail/accueilAM.pl>

## **ARTICLE 14. MODALITES DE REGLEMENT**

### **14.1. Délai global de paiement**

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture émise et de l'admission des prestations du marché.

NB : En tout état de cause, la date de départ de prise en compte de ce délai peut être prorogée si tous les éléments constitutifs à la mise en paiement des sommes dues ne sont pas réunis.

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 40 €.

#### **14.2. Ordonnateur et comptable assignataire**

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la déléguée régionale de l'Inserm de la délégation régionale Paris IDF CENTRE NORD.

Le comptable assignataire du paiement est l'agent comptable secondaire de la même délégation régionale.

L'adresse de l'ordonnateur et du comptable assignataire est la suivante :

**Inserm DR Paris IDF CENTRE NORD  
Immeuble Kadence  
86, rue Regnault CS 81471 – 75013 PARIS**

### **ARTICLE 15. MODIFICATIONS**

#### **15.1 Modification du marché**

La modification des contrats en cours d'exécution est encadrée par les articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique. Dans tous les cas les modifications envisagées ne doivent pas altérer la nature globale du contrat.

En cas de modification des conditions du marché telles qu'elles nécessitent la conclusion d'un avenant, les nouvelles conditions n'entreront en vigueur qu'à partir de la date de la notification dudit avenant après avis et/ou visa éventuel des instances de contrôle.

#### **15.2 Modifications mineures relatives au Titulaire**

Les modifications suivantes qui sont relatives au Titulaire sont considérées mineures, de ce fait ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être communiquées dans les plus brefs délais :

- Modification de la dénomination sociale du Titulaire ;
- Modification de l'adresse postale du Titulaire ;
- Modification du SIRET du Titulaire ;
- Modification des coordonnées bancaires du Titulaire ;

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer l'Acheteur par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant le changement, dans les plus brefs délais.

#### **15.3 Changement de Titulaire**

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou non, sauf accord écrit et préalable de l'Acheteur. Le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'Acheteur.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer l'Acheteur dans les plus brefs et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de commerce territorialement compétent ;

- Une copie de l'annonce légale ;
- Les attestations fiscales et sociales mentionnées à l'article 9.4 du présent CCP ;
- Un extrait du registre du commerce et des sociétés original datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion – absorption de la société Titulaire.

La cession du marché public acceptée par l'Acheteur fera l'objet d'un avenant conclu entre l'Acheteur, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

Dans le cas où la cession du marché public ne pourrait s'opérer dans les conditions fixées à l'article R.2194-6 2° du code de la commande publique, le marché public pourra être résilié de plein droit par le représentant du pouvoir adjudicateur, sans que le Titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

## **ARTICLE 16. MESURES PRISES EN FAVEUR DE LA PROTECTION ET DE LA VALORISATION DE L'ENVIRONNEMENT**

### **16.1 Mesures relatives aux déplacements**

En cas de déplacements dans le cadre de l'exécution des prestations, le Titulaire privilégie les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun. Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le Titulaire privilégie l'utilisation de véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

Dans le cas de recours à une prestation externe de livraison ou à la location de véhicules pour l'exécution des prestations objet du présent marché, le Titulaire veille à ce que les véhicules utilisés respectent les prescriptions décrites ci-dessus.

Le Titulaire communique au pouvoir adjudicateur à la date anniversaire de début d'exécution du marché et à tout moment sur simple demande, les justificatifs relatifs aux modes de déplacement utilisés (cartes grises des véhicules avec mention de la catégorie Crit'Air, abonnement, titre de transport...). Des contrôles pourront être opérés notamment lors de la présence de véhicules ou de personnes sur l'un des sites d'exécution de la prestation objet du présent marché.

### **16.2 Mesures relatives aux écogestes**

Dans le cadre de l'exécution des prestations, le Titulaire s'engage à adopter les écogestes applicables au sein de l'unité Inserm, tels que l'extinction des lumières et des écrans d'ordinateur, l'impression des documents uniquement en cas de nécessité, et le tri des déchets, entre autres.

Le titulaire s'engage, lors de l'utilisation des machines à laver et des appareils à vapeur sous pression, forts consommateurs d'eau et d'énergie, à rationaliser au mieux leur utilisation tout en ne défaillant pas aux règles d'hygiène, de sécurité et de stérilisation.

## **ARTICLE 17. PENALITES ET DEFAILLANCE**

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

MANQUEMENT	MONTANT DE LA PENALITE
Absence non justifiée du personnel affecté	100€ forfaitaire par constat



Non-remplacement d'un personnel affecté	100€ par jours ouvrés
Défaut de formation du personnel (art 6.1 CCP)	50€ par jours ouvrés
Défaut de propreté d'une pièce de laverie	50€ par jours ouvrés
Non communication sur demande des justificatifs liés à la protection de l'environnement	50 € par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'établissement
Non-respect des mesures en faveur de la protection de l'environnement	200 € par manquement.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant annuel hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération n'est prévue. Toutes les pénalités sont forfaitaires et cumulable.

## **ARTICLE 18. SOUS-TRAITANT**

### **18.1 Procédure d'agrément**

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Le Titulaire a l'obligation de s'assurer que ses sous-traitants respectent les obligations énoncées dans le présent document et leur sont applicables.

A cette fin, le Titulaire doit préalablement informer l'Inserm par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. L'Inserm se réserve le droit de refuser le sous-traitant ou de l'autoriser. Le refus d'agréer un sous-traitant doit être justifié.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Les dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et celles du chapitre III du titre IX du livre 1er de la deuxième partie du Code de la commande publique sont applicables.

La notification du marché vaut acceptation du sous-traitant déclaré au moment de la remise de l'offre.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'Inserm, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Cet acte mentionne :

- la nature des prestations sous-traitées envisagée,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix,
- les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'Inserm doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'Inserm est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le Titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'Inserm lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

## **18.2 Modalités de paiement des sous-traitants**

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement qui est de trente (30) jours conformément à l'article 14.1 du présent CCP.

## **ARTICLE 19.     RESPONSABILITE CIVILE**

Le Titulaire doit avoir contracté une assurance, valable pour la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance agréée au sens des articles R 321-1 et suivants du Code des Assurances.

L'assurance du Titulaire doit garantir la responsabilité civile d'exploitation et professionnelle, couvrant les dommages matériels, immatériels et corporels pouvant être causés à l'Inserm ainsi qu'aux tiers, par tout événement intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché, et notamment par le fait des produits, du personnel ou des collaborateurs du Titulaire, de façon à faire bénéficier l'Inserm, dans tous les cas de mise en jeu de la responsabilité du Titulaire, d'une indemnisation pécuniaire.

Le Titulaire doit pouvoir fournir, sur la demande de l'Inserm, une attestation de la police d'Assurance souscrite ainsi que des justificatifs de renouvellement de cette police.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le Titulaire.

## **ARTICLE 20.     CONDITIONS DE RESILIATION**

L'Inserm peut mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celle-ci conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS.

Outre les cas de résiliation prévus aux articles 39 à 42 du CCAG-FCS, l'Inserm peut résilier le marché sans indemnité, en cours d'exécution, par décision avec date d'effet (envoyée en recommandé avec accusé de réception) en dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS, si après mise en demeure du Titulaire assortie d'un délai, les défauts constatés n'étaient pas corrigés. L'attention du Titulaire est attirée sur le fait qu'après la résiliation du marché, les deux parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, la résiliation du marché n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

## **ARTICLE 21.     DIFFERENDS – LITIGES**

Tout litige résultant de l'exécution du présent marché et ne pouvant être réglé à l'amiable, est soumis à la juridiction compétente dans la résidence administrative de la Délégation Régionale INSERM PARIS ILE DE FRANCE CENTRE NORD.

### **Tribunal administratif de Paris**

7, rue de Jouy

75181 Paris Cedex 04

Courrier électronique (e-mail): [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

Téléphone +33 1 44 59 44 99

Internet: <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

**ARTICLE 22. DEROGATIONS**

Il est dérogé aux articles suivants du CCAG-FCS :

<b>CCP</b>	<b>CCAG-FCS</b>
Art. 2.8	Art. 13
Art. 3	Art. 4.1
Art. 7.4	Art 41
Art. 9.2	5.1.1
Art. 11	Art 27.3
Art. 12.1.3	Art 38
Art. 17	Art. 14.1.1 et 14.1.3
Art. 20	Art. 38 et 42